

II. la contre-révolution bonapartiste

1. la réaction constitutionnelle : ou comment la contre-révolution s'inscrit dans la nature du régime, "la forme achevée de l'usurpation de l'Etat" Marx, La guerre civile en France.

- une légitimité plébiscitaire liée au suffrage universel masculin, le plébiscite étant utilisé à trois reprises :

en 1851, plébiscite pour légitimer le coup d'état.

Résultats : 7,6 millions de voix pour le Oui, 630 000 pour le Non, sur 10 millions d'inscrits; près de 2 millions d'absentions soit 20%.

Mais à Paris, si le Oui a 132 000 suffrages, il y a 80 000 Non et 75 000 abstentions, soit moins d'1 inscrit sur 2 a plébiscite le coup d'état.

Question posée par le plébiscite : " le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une constitution."

Commentaire de Louis Napoléon Bonaparte à la suite du référendum : "Messieurs, la France a répondu à l'appel loyal que je lui avais fait. Elle a compris que je n'étais sorti de la légalité que pour entrer dans le droit. Plus de 7 millions de suffrages viennent m'absoudre" 31/11/1851.

en 1852, plébiscite pour légitimer la transformation de la République en Empire, avec des résultats sensiblement les mêmes.

en 1870, plébiscite pour approuver les réformes libérales : Oui 7,4 millions; Non, 1,5 millions, 14,7 % d'absentions; à Paris 60 000 oui; 138 000, non.

- 'l'Empereur, incarnation du peuple et de la souveraineté populaire, tient son pouvoir directement de lui, seule source du pouvoir avec l'effacement des corps intermédiaires et le serment de fidélité à l'empereur des ministres, membre du Sénat, du Conseil d'Etat et du Corps législatif, des officiers, magistrats et fonctionnaires.

2. encadrer, surveiller et punir et séduire : la fabrique du consensus, autour du populisme bonapartiste.

- Encadrer :

par l'encadrement des élections, par le renforcement du contrôle de la presse bridée par un système d'avertissements successifs suivis de la fermeture du journal, et par la candidature officielle

par l'encadrement de la société civile : décret du 26 mars 1852 sur les sociétés de secours mutuels qui vise à contrôler, canaliser le mouvement ouvrier. Après la dissolution en 1851 des associations, le décret crée des sociétés légales, destinées à verser des aides pour maladies et retraites, intégrant des notables comme membres honoraires, avec un président nommé par le pouvoir.

- Surveiller

par les préfets, ayant les pouvoirs de police; ayant recours aux indicateurs (les mouchards) disposant de fonds secrets; par des commissaires spéciaux des chemins de fer, rattachés au ministère de l'intérieur, en fait une véritable police politique.

et punir :

après l'attentat à la bombe perpétré par Felice Orsini en janvier 1858 contre l'empereur, pour relancer le processus révolutionnaire, qui fit 12 morts et 156 blessés, la loi dite de "sûreté générale" de février 1859 permet de faire interner ou transporter par simple mesure administrative, sans jugement, tout individu ayant déjà subi une condamnation politique. D'où l'arrestation de 2 000 personnes, 400 envoyés en Algérie. Fin mars, l'empereur met fin à l'usage de cette loi, sans pour cela l'abroger.

- Séduire

par la propagande : impression et diffusion des discours de l'empereur sur tout le territoire, voyages officiels en province, bain de foules, grands discours, mise en scène du mariage d'amour avec Eugénie de Montepulciano en 1853, du baptême du prince impérial en 1856, fête nationale et impériale le 15 août.

par une politique de modernisation économique et financière, qui se met en scène lors des expositions universelles, en 1855 et en 1867 : manière de renouveler l'adhésion initiale au régime

par une politique de puissance et de gloire nationale : engagement dans la guerre de Crimée au côté de l'empire ottoman, contre la Russie, engagement dans la campagne d'Italie contre l'Autriche (qui permet le

rattachement de la Savoie et Nice en 1860, après un plébiscite favorable), expédition d'Egypte, symbolisée par le percement du canal de Suez, sous la direction de Ferdinand de Lesseps et inauguré en 1869.

Politique coloniale, en Algérie, en Afrique Noire (Sénégal), en Extrême-Orient (Cambodge, Cochinchine et concessions en Chine), Nouvelle Calédonie où est installée une colonie pénitentiaire; fiasco de l'expédition lancée au Mexique entre 1861 et 1867, pour créer un Etat fantoche dirigé par l'empereur Maximilien.

A partir de 1860, dans le sillage de la guerre d'Italie et du coup d'Etat douanier (traité de libre échange avec l'Angleterre) qui lui aliènent ses soutiens traditionnels, l'Eglise et les catholiques d'une part, la bourgeoisie industrielle d'autre part, l'Empereur libéralise graduellement le régime. C'est aussi sous la poussée des mouvements sociaux et politiques.

D'où toute une série de mesures qui s'accroissent à partir de 1868 : suppression de l'autorisation préalable et l'avertissement pour la presse, droit de réunion publique, abandon de la candidature officielle, partage de l'initiative des lois entre l'Empereur et le Corps législatif, droit d'interpellation et d'amendement.

Mais l'empereur garde le pouvoir de dissoudre le Corps législatif, d'utiliser le plébiscite. Ce qu'il fait en 1870 pour légitimer les réformes libérales mises en place depuis 1860.

3. la contre-révolution urbaine¹.

"Comme je traversais le nouveau Carrousel, le Vieux Paris n'est plus. La forme d'une ville change plus vite hélas que le coeur d'un mortel" Baudelaire. Le Cygne.

- Le vieux Paris a disparu, victime des travaux d'urbanisme entrepris par le baron Haussmann, préfet de la Seine de 1853 à 1869.

Il faut rappeler que Paris était sous le contrôle direct du préfet de la Seine et du préfet de police. Il n'y avait pas de maire unique mais des maires d'arrondissement et adjoints nommés. Les travaux ont été décidés par décrets impériaux, sans délibération ni consultation des usagers et financés aux deux tiers par l'Etat.

D'où l'importance de la revendication pour l'opposition républicaine d'un contrôle démocratique sur le pouvoir municipal, le remplacement du préfet, agent de l'empereur par un conseil municipal élu.

La gauche radicale fait de l'autonomie du gouvernement municipal, de la Commune une question fondamentale de son programme.

A partir de 1860, ces travaux s'opèrent dans un vaste territoire puisque les communes suburbaines (les Batignolles, Belleville, Montmartre...) ont été annexées au Paris des 12 arrondissements pour former le Paris des 20 arrondissements. Le nouveau Paris s'étend jusqu'aux fortifications construites par Thiers dans les années 1840. Autour des fortifications, une zone de 250 mètres est théoriquement interdite à la construction : cet espace est vite occupé par un habitat précaire peuplé de "zonards".

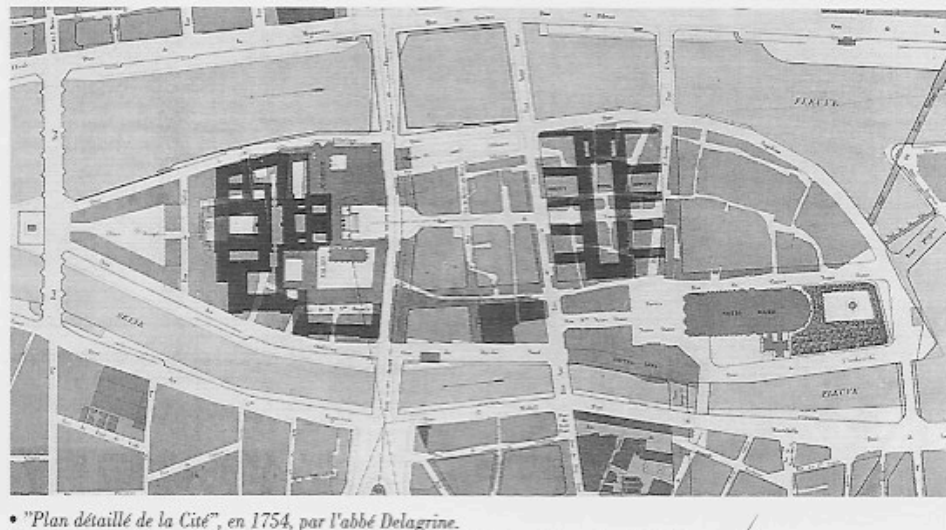
Le centre ville (l'île de la Cité) est vidé de sa population pour devenir une enclave administrative, regroupant l'hôtel de ville, la Préfecture de police, le Palais de justice, le tribunal de commerce, la prison de la Conciergerie, l'hôtel-Dieu.

Le pouvoir reste dans la ville (sauf l'épisode de la Commune où il s'installe à Versailles) : mais il s'abrite dans ce périmètre dégagé et protégé, symbole de la séparation du pouvoir et du peuple.

¹ Jeanne Gaillard, *Paris la ville*, l'Harmattan, 1997.

David Harvey, *Paris capitale de la modernité*, Les Prairies ordinaires,

Le Paris d'Hausmann : Plan des transformations de la Cité.



Quels sont les buts recherchés?

lutter contre l'insalubrité, la morbidité, l'entassement accentués par la forte croissance de la population (de 1,2 à 2 millions d'habitants entre 1851 et 1870) : par des travaux d'assainissement, d'adduction et d'évacuation des eaux (de 100 à 500 km d'égouts), éclairage des rues, percements et aménagement de rues et boulevards, désengorgement des quartiers centraux.

Déplacement des activités polluantes, des industries du centre vers la périphérie de Paris.

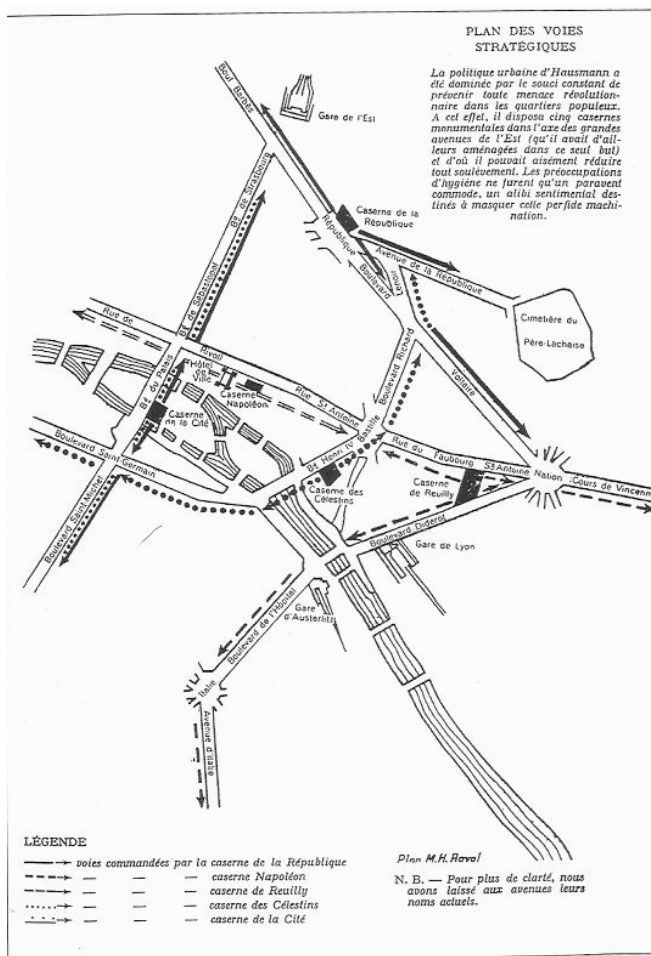
en finir avec l'ère des révolutions, se prémunir des insurrections, contrôler l'espace, ce qui veut dire effacer les vieux quartiers révolutionnaires.

Une étude très précise a permis de superposer la carte des lieux d'habitation des 11 662 insurgés arrêtés après les combats de juin 1848 et celle des immeubles bâtis à la suite des percées haussmanniennes, montrant l'acharnement du préfet à détruire les lieux de la sociabilité ouvrière où s'était développé le rêve ouvrier.²

² Maurizio Gribaudi : *Paris, ville ouvrière, une histoire occultée, 1789-1848*, La découverte, 2014

On retrouve cette dernière préoccupation dans le deuxième document où l'on voit le plan des voies stratégiques, les grandes percées haussmanniennes et la distribution des casernes correspondant à la réorganisation des forces de l'ordre.

Plan des voies stratégiques de Paris percées par Haussmann.³



Il y a eu trois grandes opérations concernant les percées haussmanniennes : l'opération Rivoli et ses prolongements, créant un grand axe Est/ouest; l'opération autour de la place de l'étoile et celle autour de la place de la Nation (place du Trône), aménagée en forme d'étoile à branches multiples, ce qui permet de contrôler par diffusion un secteur urbain.

Ce dispositif servira l'artillerie versaillaise pendant la semaine sanglante qui progressera ainsi par les voies majeures. Les Fédérés chercheront à retrouver les conditions de la guérilla urbaine sur les hauteurs de Belleville.

Les grandes percées facilitent la circulation, permettent aussi de cloisonner les quartiers, empêchant la contagion du désordre, découpant les quartiers et les solidarités urbaines.

Par exemple, le quartier du faubourg Saint-Antoine, centre de la révolte en 1848, est prisonnier d'un cercle d'avenues qui se rejoignent place de la Bastille et place de la nation, cloisonnant le faubourg.

Le canal Saint Martin est enterré, ce qui permet à l'armée de pénétrer dans le faubourg Saint Antoine de la place du Château d'eau (actuelle place de la république).

Les boulevards deviennent des lieux de déambulation avec des cafés et des commerces, des grands magasins (Le Bon Marché, 1852, le Louvre, 1955, espace pour l'étalage de la richesse bourgeoise, de la consommation ostentatoire). Il se forme ainsi un quartier du commerce, étranger au monde traditionnel du petit commerce et de la fabrique, dans les IIème et XIIème arrondissements (ni communex, ni versaillais pendant la Commune).

³ Jean des Cars et Pierre Pinon : *Paris. Haussmann*. Edition du Pavillon de l'Arsenal. 2005

Baudelaire et le Paris d'Hausmann⁴ :

Baudelaire explique à son amante pourquoi il la déteste tout à coup ainsi, alors que toute la journée ils ont partagé leurs pensées et leurs sentiments dans la plus grande intimité. Et puis ce soir

" Vous voulûtes vous asseoir devant un café neuf qui formait le coin d'un boulevard neuf, encore tout plein de gravois et montrant déjà glorieusement ses splendeurs inachevées. Le café étincelait. Le gaz lui-même y déployait toute l'ardeur d'un début et éclairait de toutes ses forces les murs aveuglants de blancheur, les nappes éblouissantes des miroirs, les ors des baguettes et des corniches... les nymphes et les déesses portant sur leurs têtes des fruits, des pâtés et du gibier... toute l'histoire et toute la mythologie au service de la goinfrerie."

Dans la rue, ils aperçoivent un homme à la barbe grise d'environ quarante ans avec deux enfants vêtus de haillons, regardant fixement le café et admirant sa beauté. Les yeux du père disaient " que c'est beau! Que c'est beau! On dirait que tout l'or du monde est venu se porter sur ses murs". Les yeux du petit garçon : " que c'est beau! Que c'est beau! Mais c'est une maison où peuvent seuls entrer les gens qui ne sont pas comme nous".

Baudelaire écrit : "les chansonniers disent que le plaisir rend l'âme bonne et amollit le cœur. La chanson avait raison ce soir-là relativement à moi. Non seulement j'étais attendri par cette famille d'yeux, mais je me sentais un peu honteux de nos verres et de nos carafes, plus grands que notre soif. Je tournais mes regards vers les vôtres, cher amour, pour y lire ma pensée; je plongeais dans vos yeux si beaux et si bizarrement doux, dans vos yeux verts, quand vous me dites : "ces gens-là me sont insupportables avec leurs yeux ouverts comme des portes cochères! Ne pourriez-vous pas prier le maître de café de les éloigner d'ici?"

Ces travaux se sont accompagnés d'une réorganisation des forces de l'ordre⁵, à la suite de la réforme de 1853. L'armée est concentrée dans de grandes casernes (construction de la caserne Napoléon derrière l'hôtel de ville, ce qui facilite les interventions en cas de troubles). Les petites casernes disséminées et vulnérables avec des stocks d'armes faciles à saisir, sont abandonnées.

Copiant le modèle anglais, on développe une nouvelle force de police, les sergents de ville : en uniforme, circulant de manière continue sur un îlot, surnommés "les mouchards à gaz", bien visibles, manifestation de la présence de l'Etat dans l'ordre urbain.

" Faire aimer la police, c'est faire aimer le gouvernement". Instructions sur le service des sergents de ville en 1857.

L'insertion des policiers dans l'espace public a été analysée comme un élément du processus de disciplinarisation de l'espace social.

Vallès, dans les Irréguliers de Paris, paru en feuilleton entre 1861 et 1865, montre l'emprise du sergent de ville sur les Irréguliers de Paris, à travers le personnage de Fantin, un "penseur sans domicile fixe". Par cette présence, il s'agit d'exclure les marginaux.

Enfin certains historiens n'hésitent pas à parler de " percée religieuse" : la construction au sein de l'espace populaire de nouvelles églises : Saint-Michel des Batignolles (1858), Saint-Bernard de la Chapelle (1858-1861), Notre-Dame de la Croix à Belleville (1863-1869), Saint-Pierre de Montrouge (1861-1862), Saint-Lambert de Vaugirard (1848-1853), Saint Ambroise (1863-1869) à Popincourt. Dans toutes ces églises, le peuple de 1871 installera des clubs, comme celui des Prolétaires dans l'église Saint Ambroise, par une espèce de contre-offensive qui est très exactement un "processus de réappropriation". (Rougerie)

- Quelles sont les conséquences de l'hausmannisation de Paris

* Ces travaux ont favorisé la spéculation foncière et une forte augmentation des prix.

Les travaux de voirie sont confiés à des sociétés concessionnaires, qui obtiennent des lots importants de terrains à bâtir. Elles disposent de beaucoup d'argent, appartenant à de grands groupes financiers. Elles sont subventionnées par l'Etat, souvent sous forme de terrains. Les concessions sont de longues durées, ce qui donne le temps d'écouler terrain et bâtiments qu'ils ont fait construire : vente avec une très forte plus-value.

Parallèlement se sont aussi constituées des sociétés immobilières, comme celle des frères Pereire, sociétés propriétaires d'immeubles bâtis, dont les revenus sont constitués par des loyers, comme l'immobilière Rivoli. Cette société multiplie les loyers commerciaux, ce qui a pour effet par contre coup d'augmenter le prix des logements et des loyers.

⁴ Le Spleen de Paris, "les yeux des pauvres". Cité par David Harvey, *Paris capitale de la modernité*, Les Prairies ordinaires, 2012. P. 343

⁵ Quentin Deluermoz, *Policiers dans la ville. La construction d'un ordre public à Paris (1854-1914)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012

Les travaux dans Paris coûtent chers : 2,5 milliards de francs, soit 45 fois les dépenses annuelles de Paris au milieu du XIX.

D'où l'augmentation du prix des terrains, des loyers, des impôts, de l'octroi et l'extension de la taxation à d'autres produits, comme le charbon, les matériaux de construction.

On retrouvera comme revendication la suppression de l'octroi.

De manière plus générale, Paris devient une ville chère : forte augmentation des loyers, du pain, avec la suppression de la caisse de la boulangerie mise en place en 1850 pour assurer l'approvisionnement de Paris et contenir les prix, au nom du libre échange.

* Ces travaux entraînent un déplacement des populations :

du centre vers l'ouest, qui perd en partie sa vie populaire, pour les plus aisés,

du centre vers l'est et vers les communes annexées, pour les autres, accentuant la ségrégation sociale des quartiers.

* Il se maintient quand même une population ouvrière dans le centre, dans des garnis, ateliers et petits logements insalubres, dans des additions construites dans les dépendances des immeubles cossus, à proximité de la clientèle.

Monsieur Vautour symbolise le propriétaire exploiteur du pauvre, rentier de loyers en hausse dans le centre de la ville. La cherté des logements est un sujet d'inquiétude pour les ouvriers : le décret qui met fin au moratoire sur les loyers impayés, début mars 1871, est vécu comme une provocation à la veille de la Commune.

- D'autres mesures ont pour conséquences d'écarter les marginaux et les pauvres, la réorganisation des marchés et de l'assistance publique.

la réorganisation des marchés qui vise à assurer la sûreté et la régularité de l'approvisionnement, avec l'extension et la création de marchés couverts, dont les places sont limitées et chères, non accessibles de fait aux forains temporaires : il s'agit aussi de faire disparaître les petits métiers liés à ce commerce populaire. Cela contribue à la hausse des prix.

la réorganisation de l'Assistance publique : la misère n'a plus le droit d'asile à Paris, avec le changement de la fonction hospitalière : la fonction de soin remplace celle de refuge pour la misère, en particulier à l'Hôtel-Dieu. Entre 1848 et 1870, le domaine de l'assistance publique à Paris a été réduit de moitié reléguant en dehors de Paris les incurables et les indigents. Elle a été départementalisée, pour diluer la misère sur l'ensemble du pays. Seuls les malades domiciliés à Paris sont admis dans les hôpitaux parisiens. Deux hôpitaux continuent à recevoir gratuitement tous les malades, l'hôpital de Lourcine et celui du Midi spécialisés dans les maladies vénériennes, par souci prophylactiques.

Le symbole de cette politique : la liquidation de l'hospice des Petits-Ménages par l'Assistance publique, remplacé par le Bon Marché.

- Quels ont été les effets politiques produits par l'haussmannisation?

Elle n'a pas réussi à briser les solidarités existant dans le monde de la fabrique, un système qui reste très vivace au cœur de la ville : permanence d'une vie collective, journalière, séditieuse qui échappe au contrôle de l'empire, qui souhaite s'occuper elle-même de ses affaires.

Elle n'a pas pu empêcher que se créent de nouvelles solidarités dans les quartiers périphériques peuplés d'immigrants, travailleurs qualifiés attirés par l'expansion économique.

D'où l'importance des réunions publiques entre juin 1868 et mai 1870, aux origines de la Commune; la radicalisation des grèves, les émeutes de 1869-1870, annonçant les insurrections du siège de Paris et de la Commune.

Conclusion : La Commune peut être pensée alors comme une révolution urbaine de type nouveau, comme un acte de reconquête symbolique de la ville à la fois géographique et politique, de réappropriation de la ville.

Telle est l'une des significations du 18 mars 1871 pour Jacques Rougerie⁶ :

⁶ Jacques Rougerie, *Paris libre 1871*, Le Seuil, 1971, réédition, 2004, p. 108.

"Que ce soit dans l'ordre ou le désordre, ceux des faubourgs, de la ceinture rouge, ceux qu'Hausmann et l'Empire avaient chassés, les envoyant camper hors de la Ville, y refluèrent maintenant en conquérants; dévalant du nord, de Montmartre, de Belleville derrière Eudes, des Batignolles derrière Varlin et les rejoignant ceux du sud, conduits par Duval ou Falcot, les misérables de la Glacière, de Montrouge ou Grenelle. La Ville venait de reconquérir la Ville, comme il l'était irrévocablement inscrit dans la trame même de sa récente histoire".

III. Comment se pose à nouveau, la question de l'émancipation?

1. une liberté très surveillée

A partir des années 1860, N. III engage des réformes dans le dessein de consolider l'intégration des ouvriers dans l'Etat impérial et dans la société bourgeoise, une des justifications du régime qui est censé transcender les clivages partisans et sociaux.

L'empereur prend plusieurs initiatives :

- l'autorisation et le financement d'une délégation ouvrière de 300 ouvriers représentant les différents corps de métiers parisiens et lyonnais à l'Exposition internationale de Londres, de 1862 (dont le ciseleur sur bronze Tolain), afin de "rassurer" les ouvriers sur les effets du traité de libre-échange signé avec l'Angleterre. Cette délégation découvre les trade-unions, qui venaient de remporter des succès en matières de salaires et de conditions de travail. Elle noue des liens avec ce mouvement ouvrier anglais, à l'origine de la fondation de l'AIT en 1864.

- le 25 mai 1864, la loi décriminalisant la grève (ou coalition) qui ainsi n'est plus un délit, autorisant l'entente ou coalition entre ouvriers pour forcer l'employeur à modifier les conditions de travail. La répression n'est désormais prévue que dans les cas de violence, de menaces ou d'atteintes à la liberté du travail (ce qui de fait limite fortement la possibilité de faire grève). Cette loi fait des concessions mais n'accorde pas le droit de réunion ni d'association.

Cet assouplissement de la législation n'empêchera pas l'envoi de la troupe : lors de la grève des mineurs du bassin houiller de Saint Etienne, l'intervention militaire pour évacuer les stocks de charbon conduit à un affrontement grave le 12 juin 1869 entre les grévistes à La Ricamarie et la troupe, au cours duquel 14 grévistes sont tués. De même dans les mines d'Aubin, dans l'Aveyron où 12 grévistes sont tués.

- En 1867, l'empereur encourage les travaux de la Commission ouvrière, composée des délégués élus par les corporations parisiennes pour les représenter à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris. Il est obligé alors de satisfaire une partie de leurs revendications : la légalisation des chambres syndicales ouvrières, un assouplissement de la censure sur la presse et la liberté de réunion⁷.

Le 6 juin 1868, les réunions publiques sont autorisées sous certaines conditions : déposer un préavis de 3 jours à l'avance, faire connaître le lieu, le jour, l'heure et l'objet, se réunir dans un lieu clos et couvert (interdiction de la voie publique), s'abstenir de tout sujet politique ou religieux.

Elle se déroule en présence d'un agent mandaté, qui fait le rapport de la réunion, surveille la tenue de la réunion et peut dissoudre la réunion (le commissaire du quartier le "quart d'oeil").

Elle est dirigée par un bureau formé d'un président et de 2 assesseurs, responsable de l'ordre du jour.

Une réunion du Pré-aux-Clercs, Paris, 1868 d'après le témoignage de Lefrançais⁸

Ordre du jour : " l'art d'élever les lapins et de s'en faire 3 000 francs de rente" 20 avril 1869.

"De l'art d'élever des lapins et de s'en faire mille écus de rente".

Nous faisons la déclaration voulue à la police, qui paraît assez étonnée du singulier ordre du jour choisi par nous.

Et nous faisons annoncer la réunion dans tous les journaux.

Le soir de la réunion, dès sept heures, une queue sans fin retournant de la rue du Bac sur la rue de la Chaise envahit le trottoir. Le quartier est en émoi. Moins de 5 minutes après l'ouverture des portes, la salle est comble... Le bureau est rapidement constitué - tant on a hâte de savoir ce qui se passera. Le président expose aux assistants qu'ayant vu deux fois de suite dissoudre la réunion sans motif plausible, les organisateurs ont pensé

⁷ Alain Dalotel, Alain Faure, Jean-Claude Freiermuth : *aux origines de la Commune, le mouvement des réunions publiques* Actes et mémoires du peuple/François Maspero, 1980

⁸ Gustave Lefrançais : *Souvenirs d'un révolutionnaire, de juin 1848 à la Commune*, La fabrique, 2013 p. 296-299

qu'il serait bon d'inscrire à l'ordre du jour une question absolument inoffensive et qu'on pût par cela même traiter sans craindre d'éveiller les susceptibilités... C'est un orateur habituel de la salle Molière qui ouvre le feu. Il traite de lapin savant -la joie des enfants et la tranquillité des parents, dit le proverbe. Il critique l'éducateur de cette espèce de lapins, auxquels les fastidieux et monotones exercices ne laissent plus la moindre initiative. Incapables de concevoir des mouvements qui leur soient propres, ils ne savent que répéter, sans jamais les comprendre, ceux qu'on leur a serinés dès leur plus tendre jeunesse, sans qu'ils aient pu y rien changer d'eux-mêmes. Il serait donc grand temps d'abandonner cette méthode (...)"

(Le deuxième orateur, après avoir fait l'éloge de la brochure paru il y a plus de 50 ans et qui portait le titre de la réunion) : "enfermés dans des clapiers sombres, humides, mal entretenus par stupide cupidité de leurs éleveurs ne songeant qu'à diminuer les frais de cette culture, les pauvres lapins s'étiolent, périssent misérablement et en sont réduits souvent faute d'alimentation suffisante à se dévorer entre eux. Il est donc vraiment temps de remédier à de si mauvaises conditions d'hygiène (...) Et qui sait, si un jour, l'épuisement ne peut pas, chez le lapin déterminer quelque accès de rage dont ses trop avides et maladroits éleveurs deviendraient les victimes. Ceux-ci feraient bien d'y songer. (...)

Heureusement pour l'avenir ... des lapins, il existe une espèce très prolifique et réfractaire à toute domestication. C'est le lapin de garenne. Ce diable d'animal, dont il semble que le caractère indépendant est contribué à développer l'intelligence imagine toutes sortes de ruses pour dépister ceux qui le recherchent. On a beau mettre à ses trousses des bandes de furets pour le filer, le guetter, fouiller ses terriers à multiples sorties, neuf fois sur dix il leur échappe, mettant les limiers en de folles rages. Il a même l'audace de se tenir au courant des progrès introduits dans l'art de la chasse. Il calcule ainsi très exactement la portée des armes à feu-même de celles qui ont fait merveilles, afin de s'en tenir à bonne distance et de narguer le chasseur qui revient alors bredouille."

Une brèche est ouverte : la question de l'autonomie politique et sociale se pose à nouveau.

2. l'autonomie politique

- la question d'une candidature ouvrière aux élections législatives : le manifeste des Soixante

A leur retour de l'exposition universelle de Londres de 1862, les ouvriers tentent de construire un espace politique autonome : en présentant des candidatures ouvrières aux élections législatives. Tolain se présente en 1863, mais n'obtient que 500 voix. Cette tentative fut défendue, pour les élections complémentaires, en 1864, dans le Manifeste des 60, signé par 60 ouvriers (ouvriers de la fabrique).

Le Manifeste des Soixante, 17 février 1864

"Mais, nous dit-on, toutes ces réformes dont vous avez besoin (le droit à l'instruction, le droit de réunion de coalitions, d'association), les députés élus peuvent les demander comme vous, mieux que vous ; ils sont les représentants de tous et par tous nommés.

Eh bien ! Nous répondrons : non ! Nous ne sommes pas représentés, et voilà pourquoi nous posons cette question des candidatures ouvrières.

Nous qui n'avons à notre service aucun de ces moyens, la fortune, les relations, les fonctions publiques, nous sommes bien forcés de donner à nos candidatures une dénomination claire et significative et d'appeler autant que nous le pouvons les choses par leur nom".

Les candidatures ouvrières ne sont pas appréciées ni soutenues par l'opposition républicaine. On le voit bien dans le début de l'extrait. Elles sont très controversées par l'extrême gauche :

"J'avoue que je ne crois pas à l'utilité de candidatures ouvrières. A mon avis, tout ouvrier devenant député sera une force perdue pour le prolétariat. L'abstention seule pour moi a une valeur effective, quoi qu'on en dise ... L'ardeur toute particulière qu'apporte le pouvoir lui-même à combattre l'abstention me semble une preuve significative de la terreur qu'elle inspire. Cette terreur que partagent tous les partis politiques sans exception, en proclame, par contre, toute la valeur au point de vue de la révolution sociale"⁹ Lefrançais.

Face à l'échec des candidatures ouvrières et au développement d'une opposition républicaine, se pose la question d'un soutien aux candidats bourgeois par cette opposition, aux élections législatives de 1869. Et d'une manière plus générale se pose la question du lien entre mouvement ouvrier et combat politique.

- Les ambiguïtés de l'opposition républicaine

A partir de 1868, l'opposition républicaine se développe et trouve une audience grâce à la libéralisation de la presse et à la liberté de réunion.

⁹ Gustave Lefrançais : *idem* p. 253

Pour effacer le souvenir de la trahison de 1848, les républicains réveillent le souvenir du député républicain Baudin, tombé sur les barricades en 1851 en voulant s'opposer au coup d'Etat. Ils lancent une souscription publique pour lui élever un mémorial dans le journal républicain le Réveil (sa tombe, en très mauvais état, était quasiment invisible au cimetière Montparnasse). C'est ce qui vaut un procès au journaliste Delescluze. Un tout jeune avocat Gambetta assure sa défense, dressant un réquisitoire contre le régime. La résurrection symbolique de Baudin met en lumière l'illégitimité du régime, et réinterprète le rôle joué par les bourgeois républicains dans les combats ouvriers.

L'opposition républicaine est majoritaire à Paris. Aux élections législatives de 1869, sur 9 sièges à pourvoir, 8 républicains sont élus. Gambetta est élu à Belleville mais choisit finalement Marseille.

Paris a voté majoritairement Non à 57% au plébiscite de mai 1870.

On retrouve des scores encore plus élevés pour le Non dans les villes de province : Saint-Etienne, 74%, Marseille, Limoges, 65%, Bordeaux, 64, Lyon, 61%.

Très peu d'électeurs ont suivi l'appel au boycott des groupes révolutionnaires. (Habilité de la question posée).

Aux élections municipales des 6-7 août, plusieurs villes se sont données des municipalités républicaines ou libérales; Marseille, Toulouse, Nantes, Saint-Etienne... Les campagnes "rouges" n'ont pas disparu depuis 1851 : les républicains sont majoritaires dans le sillon rhodanien, la Saône et Loire, au coeur du Massif central.

Mais le courant républicain reste globalement minoritaire.

Les élus républicains s'opposent tacitement ou ouvertement à la révolution. Ils condamnent les émeutes de 1869-1870 (comme des provocations organisées par la police).

La position de Gambetta est significative des ambiguïtés de cette opposition républicaine.

On peut l'analyser à partir de sa candidature aux élections législatives de 1869. Il se présente à Belleville, reprenant le "programme de Belleville", rédigé par le Comité électoral de Belleville.

Le programme de Belleville :

"Au nom du suffrage universel, base de toute organisation politique et sociale, donnons mandat à notre député d'affirmer les principes de la démocratie radicale et de revendiquer énergiquement :

l'application la plus radicale du suffrage universel tant pour l'élection des maires et des conseillers municipaux, sans distinction de localité, que pour l'élection des députés ;

la répartition des circonscriptions effectuée sur le nombre réel des électeurs de droit, et non sur le nombre des électeurs inscrits ;

la liberté individuelle désormais placée sous l'égide des lois et non soumise au bon plaisir et à l'arbitraire administratifs ;

l'abrogation de la loi de sûreté générale (prison pour toute tentative d'opposition, arrestation et déportation sans jugement pour délit politique)

(Suivent les libertés fondamentales individuelles et collectives, presse, réunion, association),

la suppression de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII et la responsabilité directe de tous les fonctionnaires ;

les délits politiques de tous ordres déferés au jury ;

la liberté de la presse dans toute sa plénitude, débarrassée du timbre de cautionnement ;

la suppression des brevets d'imprimerie et de librairie ;

la liberté de réunion sans entraves et sans pièges avec la faculté de discuter toute matière religieuse, philosophique, politique ou sociale ;

l'abrogation de l'article 291 du Code pénal ("Nulle association de plus de 20 personnes ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement") ;

la liberté d'association pleine et entière ;

la suppression du budget des cultes et la séparation de l'Eglise et de l'Etat ;

l'instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire avec concours entre les intelligences d'élite, pour l'admission aux cours supérieurs, également gratuits ;

la suppression des octrois, la suppression des gros traitements et des cumuls et la modification de notre système d'impôts ;

la nomination de tous les fonctionnaires publics par l'élection ;

la suppression des armées permanentes cause de ruine pour les finances et les affaires de la nation, source de haine entre les peuples et de défiance à l'intérieur ;

l'abolition des privilèges et monopoles, que nous définissons par ces mots : primes à l'oisiveté ;

les réformes économiques, qui touchent au problème social dont la solution, quoique subordonnée à la transformation politique, doit être constamment étudiée et recherchée au nom du principe de justice et d'égalité sociale. Ce principe généralisé et appliqué peut seul, en effet, faire disparaître l'antagonisme social et réaliser complètement notre formule : LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE." Le comité électoral de Belleville.

A la suite d'une réunion électorale, Gambetta fait sien ce programme :

« Nous voilà donc réciproquement d'accord. Notre contrat est complet. Je suis à la fois votre mandataire et votre dépositaire. Je fais plus que consentir. Voici mon serment : je jure obéissance au présent contrat et fidélité au peuple souverain »

Gambetta a finalement choisi Marseille, il est élu grâce au désistement des conservateurs menés par Thiers.

Voici le commentaire de Lefrançais sur sa candidature à Marseille¹⁰:

"Gambetta commence... à "gambetter". A Marseille, les conservateurs l'ont interpellé sur le programme socialiste, dit "Cahiers du travail" connu sous le nom de programme de Belleville, que les électeurs lui ont fait accepter et qu'il a juré.

Il explique qu'en effet ce programme a été bien présenté dans une réunion à Belleville. On a promis de s'intéresser certainement au sort des travailleurs, mais dans une juste limite et sans compromettre l'ordre social actuel."...

"Je suis oiseau, voyez mes ailes. Je suis souris, vivent les rats!"

Laissons la conclusion à **Paule Minck** :

"Nous avons une seule chose en perspective, dit Paule Minck à Ménilmontant, le 28 novembre, c'est la transformation complète de l'état de choses existant... Tout l'espoir gît dans notre force et dans l'énergie dont nous sommes capables...".

3. mais une liberté subvertie :

"Rien n'est plus terrible qu'un prolétaire éloquent". Lissagaray, citant Royer-Collard, Folies-Belleville, 13/10/1869.

- des milliers de réunions publiques se tiennent entre 1868 et 1870.

La surveillance policière ne peut empêcher qu'elles se transforment en moments d'éducation populaire et de formation politique.

Des réunions publiques se sont déroulées aussi au moment des consultations électorales, les législatives de 1869, le plébiscite de mai 1870, plus de 95 meetings plébiscitaires, du 26 avril au 2 mai 1870.

Une réunion dans la salle du Vaux-Hall, à Château d'eau (actuelle place de la République)¹¹

... "Le public commençait à s'ennuyer... arrive à la tribune ... un citoyen de taille un peu au-dessous de la moyenne, s'appuyant sur la tribune comme s'il s'apprêtait à nager devant l'auditoire, ainsi que le remarquent fort justement quelques assistants.

Jusqu'alors les orateurs ont débuté par la formule sacramentelle ; "mesdames et messieurs". Celui-ci jette, d'une voix claire et suffisamment vibrante, cette appellation fort oubliée depuis un quart de siècle: "Citoyennes et citoyens!"

La salle éclate en applaudissements. L'homme qu'on accueille ainsi ne dira peut-être rien de plus intéressant que ce qu'on dit les autres; qu'importe! En lançant son "citoyen", il a évoqué, sciemment ou non, qui sait? tout un monde de souvenirs et d'espérances. Chacun tréaille, frissonne... L'effet est immense, l'écho s'en répercute au-dehors. "

Par exemple, dans le XX arrondissement, les Folies-Belleville (salle de bal) réunissait jusqu'à 6000 personnes, plus de 150 réunions s'y tinrent entre novembre 1868 et décembre 1869.

De quoi débattait-on? :

"Salariat et Privilège, Mutualisme et Communisme, Socialisme et pauvreté, Projet d'association générale d'affranchissement par le travail", la grève; la Commune sociale, " les voies et moyens de l'organisation de la Commune sociale qui sera la base de la grande confédération démocratique"; "la Commune s'administrant elle-même", la Commune égalitaire", "la Commune révolutionnaire".

"Millière dans un discours applaudi aborda le problème de l'organisation communale. On ne doit pas s'occuper du but à atteindre mais surtout des moyens de transition. La coopération est bonne mais elle ne suffit pas. C'est une étape, une préparation à l'association intégrale. Mais cette association ne pas empêcher la formation de groupes libres, car ce n'est pas de toutes pièces ni en un seul jour, qu'on transforme l'humanité. Il proposa alors culture".

¹⁰ Lefrançais, *idem*, p.313

¹¹ Lefrançais, *idem*, p. 266-267

Autre thème : le mariage et le Divorce, l'enfant né hors mariage, du mariage et de l'union libre, du divorce, du célibat, et de la famille; l'Union libre :

" Aucune loi n'est nécessaire pour consacrer l'union de l'homme et de la femme (...) Cette union ne doit avoir pour sanction que l'affection réciproque. Le triomphe de ce système (...) c'est le commencement de la révolution qui doit bouleverser la société".

L'enseignement coopératif, l'instruction gratuite, laïque et obligatoire, la critique de l'Etat bonapartiste, de l'armée briseuse de grèves, du clergé, de la justice.

Au faubourg Montmartre, devant deux mille personnes, voici les propos tenus lors de meetings au moment du plébiscite :

"après avoir durant dix-huit ans, vécu sur la France comme un véritable pou, l'Empire venait nous demander si nous voulions changer de vermine". cité par Lefrançais.

La campagne électorale de 1869 et la campagne anti-plébiscitaire sont marquées par une grande agitation politique : manifestations, qui se terminent en émeutes du 12 au 15 mai autour des salles de réunion électorales à l'initiative de milliers de personnes qui n'avaient pu entrer dans les salles de réunion. Avec des appels aux armes, des cris "A bas l'empire". Les boulevards deviennent de véritables champs de bataille. Ces événements conduisent à la multiplication des arrestations brutales, des passages à tabac, des emprisonnements ; et des procès, en particulier contre les membres de l'AIT.

Même scénario à l'annonce du résultats des élections, plusieurs jours d'émeutes du 7 au 11 juin 1869. La plupart des émeutiers sont des jeunes, de moins de 20 ans, ouvriers et étudiants.

Idem lors de la campagne plébiscitaire puis à l'annonce des résultats en mai 1870, sur les boulevards, dans le quartier latin, à Belleville, au faubourg du temple et au faubourg Saint-Antoine, dans le quartier de la Folie-Méricourt, dans le XI arrondissement, l'épicentre des émeutes, le quartier qui résistera le plus longtemps lors de la semaine sanglante.

Des milliers de manifestants luttent contre la police et la troupe, cassent des vitres et construisent des barricades. Des émeutiers et leurs chefs supposés, des journalistes et des militants de l'Internationale, sont arrêtés, jugés et condamnés à de lourdes peines de prison. (troisième procès de l'Internationale).

Les réunions sont interdites après les troubles qui suivent le plébiscite de 1870.

Conclusion : pour Elisée Reclus, ses réunions publiques sont la véritable école du peuple. Ce sont dans ces réunions, ces débats, et le climat insurrectionnel qui les accompagnent en 1869 et 1870 qu'il faut chercher les origines de la Commune. Les salles et les réunions où les militants ont appris à se connaître et à débattre expliquent comment dès le 5 septembre (après la défaite de Sedan et la capitulation de Napoléon III) des comités de vigilance pourront se créer puis se coordonner en un Comité central des vingt arrondissements.

"Nous l'aurons donc notre Commune, notre grande Commune démocratique et sociale... La lumière descendra des hauteurs de Belleville et de Ménilmontant, pour dissiper les ténèbres de l'hôtel de ville. Nous balayerons la réaction, comme le Samedi, la portière balaye l'appartement. (Rires et applaudissements prolongés)¹².

Cité par Kristin Ross.

- les grèves et les sociétés ouvrières : un apprentissage de la "solidarisation des travailleurs" (Varlin).

A la suite de la loi de 1864 qui décriminalise la grève, les grèves se multiplient : trois vagues de grève, en 1864, en 1867, en 1869-70 : grèves pour obtenir une augmentation du salaire et une réduction du temps de travail, grève pour le contrôle des caisses de secours, grèves pour affirmer l'autonomie des ouvriers.

On avait vu comment, après avoir été dissoutes en 1851, les associations s'étaient reconstituées sous le contrôle de l'Etat. A la faveur des grèves, sous l'influence des militants de l'AIT créée en 1864, ces associations s'émancipent de la tutelle du pouvoir.

Quelques associations prennent le nom de société de résistance et chambre syndicale : on en dénombre une centaine à Paris au début de 1870, une trentaine à Lyon, une vingtaine à Marseille, autant à Rouen. Dans ces quatre villes, elles s'allient en Chambres fédérales des métiers, préfigurant ce que seront les bourses du travail.

¹² Kristin Ross : *l'imaginaire de la Commune*, La Fabrique, 2014, p. 27

En 1869 elles se fédèrent dans une Fédération des chambres syndicales, dont le siège à Paris se trouve, rue de la Corderie dans les locaux de la section parisienne de l'AIT.

Pour illustrer ce paragraphe, je m'appuie à la fois sur la biographie de Varlin¹³, illustrant l'itinéraire d'un ouvrier de la fabrique et d'un militant de l'AIT et sur ses analyses concernant les grèves et les sociétés ouvrières.

Eugène Varlin, né en 1839, est issu d'une famille de paysans pauvres (père ouvrier agricole, d'un petit village de Seine et Marne). Après l'école primaire jusqu'à 13 ans, il est placé en apprentissage, à Paris, chez un oncle, maître relieur. Il quitte son oncle en 1858, passant d'un atelier d'ouvrier à un autre, changeant 6 fois de patron. Il suit des cours du soir en français, géométrie, comptabilité, chant. Dès 1857, il adhère à la Société civile des relieurs. Afin d'être plus libre, il décide de travailler à domicile.

En aout 1864, Varlin et ses camarades mènent une grève longue et dure, pour la réduction du temps de travail, 10 heures au lieu de 12 et une augmentation de salaire, organisant une commission de grève. En septembre, les patrons cèdent aux revendications des relieurs. Les camarades d'Eugène Varlin se cotisent pour lui offrir une montre en argent, celle-là même qu'un lieutenant versaillais volera sur son cadavre le 28 mai 1871.

En 1865 il s'inscrit à la section parisienne de l'AIT (numéro 256). Il en devient un membre actif, participant aux différents congrès de l'AIT, et s'efforçant de créer des sections à Paris de l'AIT.

A la suite d'une nouvelle grève menée en 1865, il est exclu de la Société civile. Il décide alors de créer une nouvelle organisation, entièrement aux mains des ouvriers relieurs, la Société d'épargne et de crédit mutuel des ouvriers relieurs. Dans les statuts de cette nouvelle association figure l'égalité des droits entre les relieurs et les relieuses, ce qui permet l'élection d'une femme à la commission administrative, Nathalie Lemel.

Il crée et anime avec des camarades une coopérative de consommation, la Ménagère, et un restaurant ouvrier, la Marmite, une cuisine coopérative.

On le retrouve aussi dans toutes les grèves, organisant la solidarité avec les grévistes. Il poursuit aussi son travail de fédération des sociétés ouvrières, qui aboutit à la création de la Fédération des Chambres syndicales en 1869.

Grève et résistance. Le Travail, n° 22, 31 octobre 1869.

" La grève, la résistance du travail contre le capital, est la grande préoccupation du moment pour tous les travailleurs. De tous côtés, dans toutes les professions, dans tous les pays, les grèves surgissent dans des propositions démesurées. Que veut dire ce mouvement ? Où nous conduit-il ?

Le peuple a soif d'une répartition plus juste de la production générale ; il veut participer aux avantages que la science a mis au service de l'industrie, et qu'une minorité de la population a accaparés et prétend conserver pour elle seule. En un mot, c'est la question sociale qui s'impose et qui veut être résolue.

Est-ce la grève qui doit la résoudre ? Non, tout au moins sous sa forme actuelle (...)

Ce n'est pas tant la légère augmentation de salaires, la petite amélioration des conditions du travail qui nous préoccupent dans toutes les grèves qui se produisent, tout cela n'est que secondaire : ce sont des palliatifs bons à obtenir en attendant mieux ; mais le but suprême de nos efforts, c'est le groupement des travailleurs et leur solidarisation."

Les Sociétés ouvrières. La Marseillaise, n° 81, 11 mars 1870.

"Les sociétés ouvrières, sous quelques formes qu'elles existent actuellement, ont déjà cet immense avantage d'habituer les hommes à la vie de société, et de les préparer ainsi pour une organisation sociale plus étendue. Elles les habituent, non seulement à s'accorder ou à s'entendre, mais encore à s'occuper de leurs affaires, à s'organiser, à discuter, à raisonner de leurs intérêts matériels et moraux, et toujours au point de vue collectif, puisque leur intérêt personnel individuel, direct, disparaît dès qu'ils font partie d'une collectivité.

Joint aux avantages que chacune de ces sociétés peut procurer à ses membres, il y a par ce fait du développement de la sociabilité, de quoi les faire recommander toutes par les citoyens qui aspirent à l'avènement du socialisme.

Mais les sociétés corporatives (résistance, solidarité, syndicat) méritent surtout nos encouragements et nos sympathies, car ce sont elles qui forment les éléments naturels de l'édification sociale de l'avenir ; ce sont celles qui pourront facilement se transformer en association de producteurs ; ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outillage social et l'organisation de la production."

¹³ Paule Lejeune : *Pratique et écrits d'un ouvrier communiste, Eugène Varlin*, l'Harmattan, 2002, réédition de l'ouvrage paru chez Maspero en 1977

Petite mise au point sur l'AIT, Association Internationale des Travailleurs¹⁴.

L'AIT, Association internationale des Travailleurs, est fondée à Londres en 1864 à l'initiative des ouvriers des trade-unions britanniques, en coordination avec des ouvriers qualifiés français, des exilés politiques qui ont trouvé refuge après le reflux du printemps des peuples de 1848 (dont Marx).

La décision de créer une association ouvrière internationale est liée aux pratiques de solidarités déjà existantes : lutte contre l'embauche d'ouvriers d'autres nationalités pour briser les grèves, soutien financier par les versements à la caisse de grève, comme le firent en 1860 les ouvriers parisiens en faveur des ouvriers du bâtiment londoniens engagés dans un puissant mouvement de grève.

La première section parisienne de l'AIT est créée en 1865; elle installe son premier local rue des "Gravilliers", avec un journal la "Tribune ouvrière". Elle est dominée par les idées proudhoniennes défendues par Tolain : elle estime que la coopérative de production peut et doit être l'instrument de l'émancipation collective; elle fait le choix du mutualisme pour résoudre la question sociale, projet de réorganisation de la production fondé sur l'égal échange entre les producteurs liés librement par un contrat. (C'est en 1863 qu'est publié Du Principe fédératif de Proudhon, généralisant les principes contractuels à tous les aspects de la vie sociale : coordination des activités des communes et des régions d'un pays, dans le respect de l'autonomie de ses différentes composantes)

Le journal "la Tribune ouvrière" est saisi au bout de 4 numéros, pour avoir évoqué la cherté des loyers, mettant en cause la spéculation foncière dans le Paris en proie à l'haussmannisation, nouvelle tentative avec "la Presse ouvrière", nouvelle saisie, puis "la Fourmi", un seul numéro.

En 1867 éclate une longue série de grèves où interviennent les internationalistes.

L'AIT choisit de soutenir les grèves, s'éloignant des positions de Proudhon, qui refusait d'y voir un moyen d'action légitime. La section française fait alors l'objet de nouvelles poursuites et condamnations en 1868, pour constitution de sociétés secrètes : sa dissolution est ordonnée par la justice.

Les militants internationaux cependant poursuivent leur action, par la création de sections de quartiers qui s'unissent en Fédération parisienne en 1870. Cette organisation inquiète le pouvoir qui organise un troisième procès contre l'Internationale, en juin 1870. Malon et trois de ses co-inculpés sont condamnés à un an de prison. Varlin a pu échapper à l'arrestation et s'est exilé en Belgique. Il est condamné par contumace à un an de prison.

J'ai choisi aussi pour illustrer ce paragraphe de faire le récit de plusieurs grèves, montrant l'articulation entre grève, autonomie ouvrière et émancipation des ouvriers

Exemple des bronziers :

La puissante Association générale libre, égalitaire et fraternelle des ouvriers de l'industrie du bronze avait été dissoute en 1851.

En 1860, elle se reconstitue sous la forme d'une Société de crédit mutuel des ouvriers du bronze. Elle envoie ses propres délégués élus à bulletin secret à l'Exposition universelle de Londres de 1862, refusant une désignation par le pouvoir. En 1864, une forte mobilisation impose une réduction du temps de travail, la journée de 10 heures au lieu de 12 et une augmentation des salaires. La grève est soutenue par des collectes à l'initiative de la Société des bronziers. Elle regroupe 2000 adhérents à la suite du conflit.

En 1867, le patronat décide d'écarter de l'embauche les ouvriers affiliés à la Société de crédit mutuel des ouvriers du bronze qui soutient la revendication d'une hausse des salaires.

Partie de la Société Barbédienne, cette décision touche bientôt 70 entreprises qui organisent le lock-out et exigent que, pour être réembauchés, les ouvriers renoncent à être membres de la Société.

Une Assemblée générale, convoquée par la Société des bronziers, regroupant plus 3000 ouvriers, décide la grève générale. Mais pour espérer l'emporter, il est nécessaire de faire appel à la Solidarité des autres organisations ouvrières, en France et à l'étranger. Une délégation des bronziers avec l'appui du Conseil général de l'AIT qui siège à Londres, plaide alors leur cause devant les syndicats londoniens pour obtenir ce soutien financier :

200 000 francs sont mis à la disposition des grévistes sous la forme d'un versement hebdomadaire, en souvenir du soutien financier apporté par les bronziers dans la grande grève victorieuse du bâtiment de 1860.

Lorsque les délégués rendent compte de leur voyage en assemblée générale, ils sont applaudis par plus de 4 000 ouvriers qui reconduisent la grève, jusqu'à la capitulation de Barbédienne : la Société n'est plus remise en cause, les salaires augmentent de 25% en moyenne.

¹⁴ Matthieu Léonard: *l'émancipation des travailleurs, un histoire de la Première internationale*. La Fabrique, 2011.

La grève des tailleurs de Paris :

Elle est soutenue financièrement par la puissante association des tailleurs anglais adhérente de l'AIT en remerciement pour l'aide qu'ils avaient eux-mêmes reçue. Un pacte de solidarité, alliance indissoluble, est signé entre les ouvriers tailleurs de Paris et ceux de Londres pour se soutenir mutuellement en cas de grève. Parallèlement la grève est organisée à Londres dans les ateliers qui ont accepté de travailler pour les marchands parisiens. Au début de la grève se constitue la Société de solidarité et de crédit mutuel des tailleurs, qui regroupent 2000 membres.

Même scénario pour les imprimeurs sur étoffe :

Ils créent la société du crédit mutuel pour les imprimeurs sur étoffe de la région parisienne à la suite de la grève de Puteaux, menée par Benoit Malon. Cette société est interdite, mais elle refuse de se soumettre à cette décision.

La maison Thomassin de Puteaux décide alors le renvoi de 4 ouvriers appartenant à cette société. Ce qui déclenche la grève, le lock-out patronal de l'ensemble des établissements de Paris, et des alentours. Finalement les employeurs capitulent et acceptent de ne plus remettre en question l'existence de la société de solidarité.

La grève des employées des grands magasins : Le Bon Marché de Boucicaut, le Bazar de l'Hôtel de ville, le Louvre, le Printemps, La Samaritaine.

En mars 1869 s'est formée une Chambre syndicale des employé(e)s, tolérée par le pouvoir depuis 1868. En mai 1869, une première grève éclate pour le repos dominical et la journée de 12 heures. Elle est peu suivie.

La chambre des employés décide alors de créer son propre journal, le Commerce, et d'organiser des élections syndicales dans les grands magasins du centre début août.

Le mouvement de grève reprend en septembre-octobre, qui fait tâche d'huile, 8000 employé(e)s sur 12 000 sont en grève.

Boucicaut conclut une entente avec ses employé(e)s : mais il fait travailler ses employés le dimanche pour les inventaires.

Le Louvre, le Printemps recrutent des jeunes filles de province pour remplacer les grévistes : le Louvre refusent de réintégrer les grévistes, le Printemps fait signer aux nouveaux employés l'engagement de ne pas adhérer à la Chambre syndicale.